

Le couple dans l'Eglise

Situation juridique

par Michel LEGRAIN, Paris*

Pour l'Eglise catholique, tout mariage est nécessairement sacramentel et toute autre union ressort donc du concubinage. Une rigueur juridique peu adaptée au contexte actuel, aux diversités culturelles et qui marginalise les catholiques divorcés qui désirent se remarier. Un retour sur l'histoire de l'institution du mariage montre qu'il n'en a pas toujours été ainsi et ouvre des perspectives.¹

Notre Eglise latine, durant une bonne quinzaine de siècles, a déployé d'immenses efforts pour élaborer une théologie, une morale, une pastorale et un droit matrimonial applicables aux mariages des chrétiens. Et, durant un millénaire et demi, les investissements furent tels, le juste équilibre entre extrêmes s'avéra tellement délicat à trouver, que beaucoup ont pensé et pensent encore, théologiens et évêques en tête, que notre Eglise serait arrivée à une sorte de perfection terrestre dans la mise en place des balises concernant la vie conjugale et matrimoniale. Ainsi, estiment ces adeptes de la stabilité des choses humaines et ecclésiales, notre Eglise latine serait en possession tranquille d'un mariage chrétien, aux contours définitivement arrêtés, et ce mariage ainsi fixé devrait servir maintenant d'unique modèle pour toutes les cultures présentes et à venir.

Il serait naïf de s'étonner ou de s'esclaffer devant de telles prétentions ecclésiales. Toute puissance sociale, économique, politique ou religieuse n'affiche-t-elle pas la certitude que sa vision des choses est la meilleure possible ? C'est dans le bassin

méditerranéen, puis dans ce que l'on nomme actuellement le monde occidental, que l'Eglise catholique a saisi, développé et systématisé la révélation biblique et les conséquences doctrinales et pastorales qui, par la suite, nous ont été imposées. C'est ainsi qu'elle a progressivement décidé du détail de la vie conjugale, matrimoniale et familiale des catholiques. Une Eglise, en effet, ne peut pas raisonner autrement qu'en fonction des catégories culturelles qui l'ont marquée.

C'est par le biais du fameux droit naturel, régissant l'institution naturelle du mariage, que la hiérarchie catholique déclare officiellement, aujourd'hui encore, au nom de Dieu Créateur, quelles sont les conduites sexuelles, conjugales et matrimoniales conciliables ou inconciliables avec la dignité humaine de tout homme et de toute femme, chrétiens ou non.

* Michel Legrain, missionnaire spiritain, enseigne à l'Institut catholique de Paris. Spécialiste des questions de mariage et de sexualité, il est l'auteur de nombreux ouvrages sur la question et en particulier sur les divorcés remariés. Il exerce aussi un ministère théologique pour le service des Eglises d'Afrique et d'Amérique.

Cette position romaine se voit actuellement contestée de bien des côtés, entre autres par des catholiques appartenant aux cultures africaines et asiatiques. Certains parmi eux voudraient que l'on regarde d'un peu plus près l'élaboration et la présentation de ce droit naturel, si étroitement lié à l'approche philosophique d'Aristote et de Thomas d'Aquin. N'existerait-il pas d'autres appréhensions et compréhensions de la nature humaine, qui seraient, elles aussi, tout autant intéressantes et respectables ?

Ces critiques ont raison de relever que l'on ne trouve nulle part dans la nature le mariage à l'état brut, tel quel. Car le mariage et ses agencements, aussi divers que subtils, exigent un certain recul intellectuel et une véritable sagesse. Tandis que la simple reproduction se satisfait d'accouplements biologiques, le mariage, lui, exige bien davantage : il est une ordonnance et un aménagement social où l'intelligence, la sagesse, la prudence et l'expérience humaine et spirituelle sont intervenues, en vue de façonner au mieux les générations futures. Ce sont les avatars et les corrections d'optique qui, portant du fruit, ont poussé tout un groupe social à définir des règles concernant l'usage de la sexualité, ainsi que les conditions et circonstances touchant les alliances matrimoniales. Si l'on y tient, on peut soutenir que le mariage est une donnée naturelle, à condition de bien préciser que ce naturel-là est riche d'un culturel fortement diversifié.

Pour atteindre vraiment à l'universalité, c'est-à-dire à la catholicité, notre religion doit impérativement transcender toutes les cultures et sensibilités, non pas en gommant leurs particularités, mais en leur offrant des pages de rencontres et des occasions de contestations réciproques. Car aucune époque, aucune culture ne possède le monopole d'une juste et totale interprétation des appels de l'Évangile.

Une question cruciale se pose actuellement : le catholicisme a-t-il assez de dynamisme spirituel pour se détacher suffisam-

ment des premiers berceaux culturels où il s'est développé ? Il faudrait que, tout en se tenant profondément attentif aux évidentes fidélités qui s'inscrivent dans la Révélation, il sache ne pas imposer à d'autres cultures et mentalités tant de sédimentations secondaires qui ont marqué son passé. Par exemple, le conflit à propos de la circoncision, où s'affrontèrent les colonnes de l'Eglise naissante, n'est pas un épisode pittoresque réglé une fois pour toutes. Ce type de confrontation réapparaît sous mille visages, menaçant la mise au jour d'une authentique catholicité (Ac 15,1-35).

Des racines dépassées ?

Comment s'étonner aujourd'hui si tant de catholiques de toutes les cultures, jeunes et moins jeunes, estiment que leur Eglise veut leur faire endosser les costumes de mariage qui avaient été taillés pour leurs parents ou grands-parents ? Un secteur particulièrement délicat illustre ce point, celui de la mise en couple et des modalités de l'entrée en mariage, assez éloignées de l'idéal biblique illustré par les démarches nuptiales de Tobie et Sara.

Au temps de nos parents et grands-parents, dans nos bonnes familles chrétiennes, on était censé arriver vierge au mariage. Au moins du côté des filles, pour lesquelles on n'avait pas les mêmes indulgences que pour les garçons. Cependant, certains et même certaines célébraient Pâques avant les Rameaux. Ces transgresseurs de la morale sociale et chrétienne établie ne se vantaient habituellement pas de cette anticipation. Ajoutons même au passage que les privautés entre fiancés avaient excité la sagacité des théologiens moralistes, qui distinguaient soigneusement les parties corporelles dites honnêtes, moins honnêtes ou malhonnêtes, délimitant ainsi les zones où des attouchements caressants étaient acceptables ou non, redevables ou



«La Noce» vue par le douanier Rousseau, un brin surannée...

non d'accusation en confession. Quant aux relations génitales avant la célébration religieuse du mariage, elles relevaient obligatoirement de la matière grave, même si le mariage longtemps attendu se trouvait retardé parce que le grand-père avait eu la malencontreuse idée de mourir deux semaines avant la date fixée pour les festivités religieuses du mariage !

Une approche aussi tranchée, une délimitation aussi radicale entre l'avant et l'après mariage, une intrusion aussi regardante vis-à-vis des gestes d'approvisionnement et d'amour entre fiancés, tout cela se rat-

tache pour l'essentiel aux suites logiques de la discipline matrimoniale inaugurée par le concile de Trente (1563). En effet, il devenait urgent à cette époque de combattre les unions clandestines, si aisément mensongères et multiples, avec tous les ravages sociaux, familiaux, affectifs et spirituels au détriment des époux, victimes d'individus aussi malins que vicieux. C'est pourquoi, les Pères du concile décidèrent, non sans hésitation, de grever l'accès au mariage religieux, en rendant obligatoire de manière ecclésiale un certain nombre de démarches publiques. Les fiancés désormais, pour être mariés, durent échanger leur consentement devant le curé du lieu et deux ou trois témoins. Ainsi, grâce à l'inscription de cette célébration sur le registre des baptêmes et sur celui des mariages, ces nouveaux mariés furent-ils clairement et immédiatement identifiés et répertoriés.

Peu à peu, et non sans mal, le peuple chrétien apprit à admettre que toutes les autres

promesses ou engagements de mariage n'avaient plus cours au regard de l'Eglise latine, et relevaient donc du concubinage et de l'état de péché.

On a cependant assez rarement relevé, à ma connaissance, les retombées malheureuses de cette décision tridentine, même si elle fut heureuse par son caractère indéniable de salubrité publique et ecclésiale. Dorénavant, le mariage des baptisés (il s'agissait de tous les baptisés de l'Eglise latine, sans prise en compte de la distinction entre catholiques et protestants) se trouvait entièrement focalisé sur le mo-

ment contractuel. Simultanément, la totalité de la réalisation sacramentelle était censée s'opérer à l'instant même de cet échange public des consentements. Quant à la bénédiction nuptiale, si importante chez nous dans les siècles passés et qui demeure aujourd'hui encore indispensable dans les Eglises orientales, elle glissa à un rang second, au point même que son omission n'affecta en rien la validité du sacrement de mariage conclu entre catholiques latins.

Si nécessaires «*accordailles*»

Chacun peut percevoir ici non seulement la montée en force de l'aspect juridique du mariage des baptisés, mais encore une dangereuse «réduction ponctuelle» du mariage sacramentel. Elle s'accompagna d'une marginalisation et même d'une occultation des étapes successives de l'entrée en mariage, ces cheminements préalables si profondément ancrés dans les coutumes régionales comme dans les liturgies des siècles antérieurs. Comment expliquer cela ?

Jusqu'au XVI^e siècle, les parents chrétiens mariaient leurs enfants selon le déroulement des étapes retenues par les traditions locales. Bien entendu, parents et jeunes gens devaient souvent composer avec le clergé local qui avait ses exigences, par exemple pour les questions d'âge, de degrés de parenté, de liberté dans le consentement. La bénédiction nuptiale n'intervenait que comme ultime phase d'un mariage déjà largement engagé. Les épousailles, certes, possédaient leurs solennités sociales et religieuses particulières, mais les fiançailles aussi, bénies ou jurées, dites parfois «*accordailles*». Tout ce tissu humain et ecclésial possédait une grande épaisseur existentielle, la chaîne et la trame s'entrecroisant selon des procédures bien repérables et formant un bel ensemble, en vue d'une solide mise en

place de nouvelles familles. L'approche juridique n'avait pas encore colonisé entièrement le mariage. On jugeait volontiers selon la convenance humaine et spirituelle. Ainsi, lorsque des fiancés vivaient publiquement ensemble, les autorités sociales et ecclésiales les tenaient pour véritablement mariés, même s'ils avaient négligé d'accomplir une démarche aussi prisée que la bénédiction nuptiale. En un mot : le fait du mariage consenti et consommé l'emportait aisément sur le droit réglementant le mariage des baptisés.

Aujourd'hui, dans l'Eglise catholique, on est marié ou on ne l'est pas en fonction de critères juridico-canoniques bien répertoriés. Mais, durant une dizaine de siècles, il n'en fut pas ainsi. Les concepts de validité et d'invalidité ne retenaient guère l'attention dans les affaires matrimoniales, alors qu'à partir des XI^e et XII^e siècles, ils deviendront des repères fondamentaux pour les canonistes, et donc pour les théologiens moralistes et les pasteurs.

Notre actuelle réflexion doctrinale et pastorale aurait intérêt à ne pas faire fi de tout ce passé, dans l'hypothèse où notre Eglise désire aborder, avec davantage de sérénité et moins d'agressivité, l'actuelle cohabitation pré-nuptiale, qu'elle soit juvénile, plus tardive, voire même sénile. Certes, l'union libre, ou cohabitation, véhicule avec elle bien des ambiguïtés. Par exemple, lorsque quelqu'un inaugure une vie de couple considérant l'autre comme une denrée consommable, utilisable puis jetable. Cela est fort éloigné de ce qu'inclut toute mise en couple sérieuse, avec un engagement au long cours, en compagnie d'un partenaire que l'on choisit comme exclusif et définitif, pour le meilleur et pour le pire.

Dans un certain nombre de cohabitations, on rencontre heureusement des motivations véritablement respectueuses de l'autre et fort distancées des fougues aveuglantes d'une passion mal contrôlée.

Actuellement, bon nombre de nos contemporains disposent de possibilités techniques très efficaces quand ils souhaitent dissocier leur rencontre génitale de la perspective de la venue immédiate d'un enfant. Il n'est pas étonnant, par exemple, qu'une jeune femme désire se découvrir comme femme et épouse possible, sans craindre la proximité d'une maternité pour laquelle elle ne se sent pas encore prête. En un mot, la contraception facilite une totale cohabitation. Tous les jeunes ou moins jeunes qui vivent ainsi ne s'y précipitent pas toujours par avidité sexuelle, mais parce que, désireux de fonder un couple et une famille solides dans l'amour et la durée, ils savent bien qu'une telle réussite n'est pas évidente. Le grand nombre de couples brisés autour d'eux les oblige à évacuer toute naïveté en ce domaine.

Ethnocentrisme occidental

Ouvrant cette démarche à d'autres cultures, je tiens à appuyer l'indignation de mon ami, feu le cardinal Joseph Malula, archevêque de Kinshasa, se scandalisant de ce que la doctrine officielle de notre Eglise qualifie de pré-nuptial ou de mariage à l'essai (avec toute les connotations négatives attachées à ces termes dans le langage officiel de l'Eglise catholique), une réalité qui, en Afrique noire, n'est que la façon coutumière d'entrer progressivement en mariage. Or, disait-il, *Dieu n'a pas dit, dans l'Ecriture, comment les hommes devaient se marier. Il n'y a pas de modèle unique de constitution du lien matrimonial chez tous les peuples. Le mariage est une institution naturelle, une réalité socio-culturelle et chaque peuple a sa manière propre de se marier et de fonder une famille.* Dans cette optique donc, il s'étonnait grandement : *Peut-on légitimement appeler concubinage le vrai mariage coutumier contracté par des chrétiens ?*²

En réalité, ce qui indigne profondément Joseph Malula, c'est notre ethnocentrisme occidental qui nous fait juger de tout à l'aune de nos mœurs sociales et spirituelles. Les bouleversements que nous connaissons actuellement chez nous peuvent peut-être nous aider à mieux comprendre la situation des catholiques africains : ils se trouvent le plus sérieusement du monde en processus d'un mariage qui se déroule traditionnellement par étapes, avec interventions multiples de leurs deux grandes familles qui sont, elles aussi, partenaires de cette alliance matrimoniale en formation.

Il convient d'ajouter quelques brèves réflexions pastorales concernant le fait que

FESTIVAL DE MUSIQUE ET D'ART SACRÉ

AGAPÉ

du 31 mai au 4 juin, à Genève

- 31 mai, 20h : **L'Histoire de David** par l'ensemble vocal Ex Tempore et l'ensemble baroque Le Mercure Galant, sous la direction de Florian Heyerick, *Eglise Saint-François de Sales*.
- 2 juin, 20h30 : **Le paradis perdu**, la monodie médiévale juive, arabo-andalouse et chrétienne, en Espagne du XIII^e au XVI^e siècle, par l'ensemble Hespèrion XXI, sous la direction de Jordi Savall, *Eglise Saint-François de Sales*
- 3 juin, 21h : **Thomas More** de Jean Anouilh, mise en scène de Jean Davy, *Salle des fêtes de Thônex*

Programme complet : Festival Agapé,

☎ 022 708 10 00, fax 022 708 10 01.

Parking conseillé : Plainpalais

tant de mariages sacramentels ayant connu l'échec soient livrés aux tribunaux ecclésiastiques, afin de déceler (éventuellement de déclarer) la nullité initiale de ces mariages. Cet énorme développement que connaît la procédure de recours à la déclaration de nullité des mariages doit le plus gros de son succès à l'absence de toute autre solution. Il serait envisageable, par exemple, de concevoir une discipline qui admettrait, à la suite de l'échec irréversible d'un couple marié de façon sacramentelle, la possibilité canonique d'une autre vie matrimoniale digne de ce nom, même si on la situait en dehors du champ strict de la «sacramentalité» ecclésiale.

L'Orient chrétien aurait beaucoup à nous apprendre à ce propos. Parce que tout est bouché en aval du consentement matrimonial, le canoniste remonte vers l'amont, contrairement aux autres législations qui ne se focalisent guère sur le passé mais envisagent des solutions viables sur la plan matrimonial pour le présent et le futur.

C'est souvent après le divorce civil et dans l'éventualité d'un nouveau mariage religieux qu'on s'adresse aux tribunaux ecclésiastiques (officialités), afin de se faire démarier, selon une expression inexacte canoniquement mais vraie psychologiquement et socialement. Ceux et celles qui perçoivent plus nettement la notion canonique de reconnaissance de nullité et sa possible efficacité pour leur cas personnel refusent parfois, et de plus en plus, d'entreprendre cette démarche. A tort ou à raison, ils craignent que cette déclaration n'efface le positif de leur vécu de jadis, comme si on en déclarait nulle la densité, enfants y compris ! Par ailleurs, comme de nombreuses causes sont introduites et plaidées par le biais des failles du consentement conjugal ou de l'immaturité psycho-affective, certains craignent que cela remue trop fortement un passé aussi intime que douloureux, à travers des procé-

dures fréquemment ressenties comme indiscretes et inquisitoriales.

Que rêver pour demain ? Personnellement, je souhaite un effacement partiel du recours judiciaire au bénéfice d'une prise en charge de type pastoral, en vue de solutions saines, adaptées et diversifiées. Il est urgent aussi de mettre en place des cellules d'aide, animées par un personnel compétent en sciences humaines et religieuses.

Quelles que soient nos solutions pastorales, il nous faut bien constater que pour bon nombre de nos contemporains, l'authenticité de la vie du couple prime sur sa légitimité civile et ecclésiale. Le temps semble révolu où l'on entrait en mariage comme en religion : sans en discuter le caractère institutionnel. Aujourd'hui, comme beaucoup d'autres, l'institution matrimoniale a perdu une bonne part de sa crédibilité. Peut-être parce que, trop systématiquement, nos devanciers ont sacrifié le bonheur des personnes à la maintenance de l'institution conjugale, oubliant l'avertissement de Jésus à propos des rapports réciproques de l'homme et du sabbat. La sagesse nous invite à considérer l'amour et l'institution non plus comme des forces rivales, mais comme des richesses conjointes, travaillant en complémentarité.

M. L.

Du même auteur

Questions autour du mariage. Permanence et mutations, du Salvator, Mulhouse 1983, 160 p.

Aujourd'hui le mariage ?, Mame, Paris 1988, 64 p.

Les personnes divorcées remariées, Centurion, Paris 1994, 268 p.

¹ Dans un deuxième article, à paraître en juin, Michel Legrain développe les questions pastorales liées au mariage chrétien.

² Intervention au Congrès théologique de Yaoundé, 4-11 avril 1984, cf. *Documentation catholique*, 2 sept. 1984, pp. 870-874.